

**Séance ordinaire du
mardi 4 avril 2023**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**Lutte contre la pauvreté et accès à l'emploi - Convention d'appui entre l'État,
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport
d'exécution 2022 - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

qu'une convention d'appui entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022). Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Un premier avenant a été signé le 25 juillet 2021, entérinant la programmation proposée pour 2021, puis un second a été signé le 8 août 2022, entérinant la programmation proposée pour 2022. Au titre de ces 2 dernières années, l'Etat a apporté un soutien financier à la Métropole, à la Ville et au CCAS à hauteur de 500 000 € annuels, identique à celui apporté pour l'année 2020.

Les actions qui ont été déployées en 2022 sont les suivantes :

Au titre de la veille sociale :

Pour casser la reproduction de la pauvreté et assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :

- Décloisonnement de l'accueil de jour avec Gammes-Issue ;
- Distribution de kits hygiène – amélioration de l'accès aux douches et lave-linges – soutien à la Bulle douche nomade ;
- Extension des maraudes du Samu social sur la Métropole.

Au titre de l'aide alimentaire :

- Consolidation du marché solidaire géré par le Secours populaire ;
- Constitution et animation d'un réseau d'enseignes (commerçants solidaires) proposant des produits suspendus aux personnes précarisées, avec La cloche solidaire ;
- Conception et début d'expérimentation d'une Caisse Alimentaire commune Territoires à Vivres ;
- Distribution de paniers solidaires aux bénéficiaires de l'aide alimentaire du CCAS ;
- Développement d'un réseau d'épiceries sociales et solidaires.

Au titre de l'insertion professionnelle et la mobilisation des entreprises :

- Soutien à des expérimentations de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi, portées par le CCAS, l'APIJE, l'IMEIF, APSH34, France active AIRDIE, CREER - Maison des chômeurs et citoyens solidaires ;
- Développement de dispositifs d'insertion par l'activité économique :
 - Soutien à des ateliers chantiers d'insertion et aide au démarrage d'associations de préfiguration d'EI, portés par IMEIF (Tremplin vers les métiers du secteur sanitaire et social ; Etude de faisabilité pour la création d'une EITI), Recycl&Vs, Les jardins de Cocagne Mirabeau ;
 - Renforcement de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause sociale ;
 - Recrutement d'un chargé de projet pour conduire l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée et AMO pour la réalisation d'un diagnostic territorial et de l'appui opérationnel à l'ingénierie de projet ;
- Mobilisation des entreprises en faveur des publics en précarité :
 - Soutien à des associations innovantes en termes de méthodes : UCRM (IOD), Coraline / Mozaïk RH, 60 000 Rebonds ;

Au titre de l'accompagnement et l'accès aux droits des personnes en situation de précarité

- Pour les personnes vivant en bidonvilles :

Mise en place d'un projet expérimental d'accès aux savoirs de base et de formation linguistique (ateliers sociolinguistiques) ; Actions urgentes d'amélioration de la sécurité et de l'hygiène sur les sites ; Soutien des dispositifs d'urgence et intercalaire (Les Violettes et La Rauze) ; Création d'un poste dédié à la coordination des actions de résorption ;

- Pour le développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en précarité et d'expérimentations visant à réduire l'habitat illicite :

Mise en place d'une ingénierie adaptée ; Soutien au projet d'habitat intercalaire Luttopia ; Gestion de sites intercalaires (mise en sécurité et aménagement) ; Hébergement d'urgence temporaire sur site Rives du Lez ; Création d'un poste de Travailleur social dédié (1/2 ETP).

Le présent rapport d'exécution, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des actions déployées en 2022 et de l'utilisation des crédits versés par l'Etat au titre de la convention d'appui et de son avenant n° 2. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus, les écarts éventuellement observés et les ajustements réalisés.

Il contient en annexe un tableau de suivi financier global indiquant les dépenses réalisées pour l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2023, à l'occasion de la prise d'un nouvel avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée aux Conseils de Métropole et municipal de juin 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport d'exécution 2022 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et de son avenant n° 2 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan pauvreté_rapport d'exécution 2022.pdf
- Annexe rapport-tableau suivi financier global 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-226657-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.